



La lutte contre l'état nucléaire

Dans trois chapitres le livre *Autonome in Bewegung* raconte l'histoire du mouvement antinucléaire en Allemagne dans une perspective autonome.

En 2003 paraissaient aux éditions berlinoises Assoziation A le livre *Autonome in Bewegung*, retraçant sur plus de 400 pages richement fournies en illustrations l'histoire du mouvement autonome allemand depuis son émergence dans les années 70. Manifestement furieux que cette position politique pourtant systématiquement criminalisée trouve encore à être portée au grand jour, l'Etat allemand ne put s'empêcher de poursuivre en justice les auteurs restés anonymes de cette mise en perspective à la première personne de l'Histoire contemporaine et des conflits qui la traversent. Malgré les perquisitions menées à l'époque, les auteurs n'ont toujours pas été identifiés.

En novembre 2008, le même ouvrage fut saisi en France dans une bibliothèque collective lors des très médiatiques arrestations de Tarnac. C'est ainsi, perforé de part en part pour être placé sous scellées, que ce livre a fait son entrée en France. Et c'est la police qui a, la première, entrepris d'en traduire certains chapitres, afin d'alimenter en pièces à charge un dossier d'accusation pour terrorisme. Voilà un destin singulier, et qui mérite d'être connu.

Les chapitres qui suivent sont ceux qui traitent de l'histoire du mouvement antinucléaire allemand. Alors qu'un train CASTOR de déchets nucléaires s'apprête comme presque chaque année depuis plus de quinze ans à quitter le centre de retraitement de La Hague pour gagner le site provisoire de stockage de Gorleben en Allemagne où il est immanquablement accueilli par une pugnace opposition, alors qu'un appel a été lancé cette année pour bloquer ce train à son point de départ, à Valognes, il nous a semblé intéressant de donner à lire ces quelques pages qui déplaisent tant à ceux qui entendent nous gouverner.



I. Fin des années 70 : « Rendre le site de construction à la prairie ! »

Comment tout a commencé : la première phase du mouvement de 1973 à 1977

En étroite concertation avec les grandes entreprises fournisseuses d'énergie et la multinationale Siemens, le gouvernement fédéral SPD accélère au début des années 70 la réalisation du programme nucléaire ouest-allemand. La « crise pétrolière » de 1973/74 tombe à point nommé pour la propagande du chancelier Schmidt et du ministre de la recherche Matthöfer qui se saisissent de l'occasion pour accroître massivement leur soutien au développement du réacteur à eau pressurisée de 1300 mégawatts en lui octroyant des milliards de subventions. Le programme nucléaire vise à rendre la RFA autonome en matière d'approvisionnement énergétique. À accroître son indépendance vis-à-vis de matières premières comme le pétrole qui, bêtement, jaillit dans une région du monde à laquelle on n'a qu'un accès limité et dont les décideurs ont le culot de ne pas céder cette matière première à des prix aussi bas que d'autres biens du trikont, le « tiers-monde ». Mais aussi vis-à-vis de combustibles comme le charbon dont l'exploitation présente aux yeux des dirigeants de ce monde le désavantage de nécessiter d'innombrables ouvriers. Les ouvriers constituent un facteur potentiel de troubles qu'il convient d'éliminer en recourant à une forme de production d'énergie à moindre coefficient de main d'œuvre.

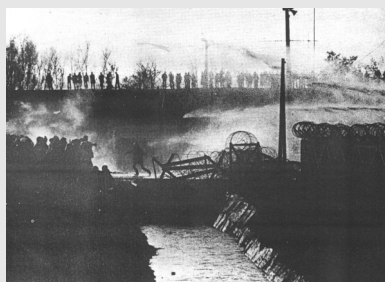
C'est longtemps avant l'apparition des « autonomes » que se développe la résistance contre la politique nucléaire du gouvernement et des multinationales.

La première spectaculaire action de résistance est l'occupation en 1974/75 du site prévu pour la centrale nucléaire de Wyl aux portes du Kaisersstuhl (Baden-Württemberg). Si Wyl n'est encore qu'un conflit plutôt régional, les premières manifestations à Brokdorf, à 60 kilomètres au nord-ouest d'Hambourg, marquent la naissance du mouvement antinucléaire à l'échelle fédérale. Comparée à Wyl, la résistance rurale, paysanne reste relativement faible. En revanche, les initiatives citoyennes urbaines d'Hambourg, Hannovre, Brème et Göttingen, qui poussent comme des champignons, montent au créneau.



Les luttes sur le site de construction en 1976

Je vivais à l'époque à Brême où j'avais participé à la création de « l'initiative citoyenne brémoise contre les installations nucléaires » (BBA, Bremer Bürgerinitiative gegen Atomanlagen). Pour nous comme pour ceux d'Hambourg et de Göttingen, il était clair que si nous allions à Hambourg, nous emmenions avec nous toutes nos fringues, des casques, pantalons cirés (pour les canons à eau), en passant par des cordes, des grappins jusqu'aux fusées de détresse (des munitions de détresse de gros calibre conçues pour les voyages en mer et employées contre les hélicoptères des flics volant à basse altitude). Il s'agissait en fin de compte de rendre le site de construction à la prairie et pour cela, impossible de passer outre la résistance de l'armada de flics. Malgré la participation de 10.000 personnes sur 30.000 aux combats qui eurent lieu au niveau de la grille du chantier, notre plan échoua le 13 novembre 1976. Mais nous apprenions vite et quatre mois plus tard, Grohnde fut le théâtre de la plus violente confrontation avec les flics qu'ait connue le mouvement antinucléaire. Nous avons préparé cette bataille de manière proprement militaire, avec des camps d'entraînement où l'on franchissait des rivières et de hautes barrières en restant accroché aux barbelés. Mais au final, l'occupation de Grohnde échoua elle aussi, beaucoup de personnes furent arrêtées ou grièvement blessées.



Ces dernières n'étaient pas des initiatives citoyennes au vrai sens du terme, mais plutôt des cercles comprenant des groupes de quartier, de groupes affinitaires, de groupes d'assistance médicale etc., au sein desquels s'organisaient principalement de jeunes militants de gauche et d'extrême gauche. Si leur cohésion d'ensemble était encore faible, elle s'intensifia fortement durant les combats aux abords de la grille de chantier. Les adhérents à des partis n'étaient pas vus d'un très bon œil, quant aux membres de K-Gruppen¹, ils étaient tout juste tolérés.



Ce qui ne manquait de surprendre un observateur extérieur, c'était la disposition à une militance de masse, se développant de manière exponentielle, et la résolution à prendre pour soi-même des risques très importants. D'où cela venait-il ?

D'abord, c'est la première fois depuis des années que nous ne nous sentons pas isolés dans nos luttes dans les universités et les lycées, mais très étroitement liés à la population sur place. Si celle-ci ne cautionne pas nos formes d'action, elle ne les rejette pas ouvertement. D'ailleurs une

¹ K-Gruppen, groupes K : groupes communistes d'influence essentiellement maoïste formés au début des années 70 au fil du délitement du mouvement étudiant et de l'organisation étudiante du SDS (Sozialistischen Deutschen Studentenbundes, Fédération étudiante socialiste allemande). S'appréhendant tous comme des organisations de cadres, ces nombreux micro partis n'en connaissaient pas moins de fortes dissensions.

partie d'entre elle applaudit quand la police aux ordres de la mafia nucléaire est repoussée dans ses positions défensives. Le slogan « Là où le droit est bafoué, la résistance est un devoir » vaut également pour nous et exprime parfaitement ce qui nous relie aux citoyens. Quand nous voyons des banderoles de ce type dans les villages, les jardins ouvriers ou au bord des routes, cela nous fait chaud au cœur.



Deuxièmement, pour nous qui venons des grandes villes, il ne s'agit pas de lutter exclusivement contre tel ou tel site : devant les grilles de chantier de Brokdorf et Grohnde, nous ne luttons pas seulement contre une centrale nucléaire, mais contre la mafia nucléaire, contre les fournisseurs d'énergie NWK, RWE, VEBA et tous les autres, et en fin de compte, tout particulièrement contre l'Etat protégeant la mafia atomique.

Troisièmement, un mouvement complètement nouveau voit le jour après le 13 novembre 1976, avec sa propre musique, ses fringues, sa culture et de nouveaux contenus politiques. De mois en mois, nous sommes toujours plus nombreux. Quand nous secouons les grilles de chantiers, c'est comme si nous secouons les façades des formes obsolètes du pouvoir parlementaro-social-démocrate et de son arrogance. Cela désarçonne un peu plus les politiciens, juges, procureurs et experts qui ne savent pas comment faire face à la véhémence du nouveau mouvement extraparlamentaire réunissant citoyens et casseurs en un vaste ensemble bigarré.

Le mouvement connaît dès le départ des tentatives de division en une partie qui serait bonne et disposée au dialogue et une autre, violente (voire la célèbre manif des diviseurs de Brokdorf/Itzehoe du 19 février 1977 : les pacifistes issus du DKP² jusqu'à l'union fédérale des initiatives citoyennes restent dans la ville d'Itzehoe pendant que la majorité des manifestants présentés dans les médias comme des « casseurs » traverse la marche de Wilster près de Brokdorf). La « question de la violence » donne lieu au cours des conférences fédérales du mouvement anti-nucléaire à de violentes disputes, on s'embrouille et pourtant on se retrouve toujours pour les prochaines actions.

En 1977, d'innombrables actions contre les centrales nucléaires ont lieu à travers toute la RFA. Le nouveau mouvement s'étend du nord au sud à une vitesse fulgurante. Parallèlement aux sites des centrales, Gorleben se retrouve pour la première fois en ligne de mire. C'est en effet à cet endroit que la mafia nucléaire planifie la construction du premier centre ouest-allemand de stockage de déchets nucléaires et d'un site de retraitement.

La première phase du mouvement s'achève avec la manifestation contre le super réacteur de Kalkar en septembre 1977, au beau milieu de « l'automne allemand », de l'hystérie suscitée par la RAF et de la traque de Schleyer. Dans le cas de ce réacteur au plutonium, les dirigeants ne permettent à aucun moment que l'on rigole avec eux. A Malville, site prévu pour le super réacteur français, de violentes altercations ont eu

² DKP, Deutsche Kommunistische Partei : parti communiste allemand.



lieu deux mois plus tôt entre les manifestants et la police française. Usant de matraques, de gaz et de tirs ajustés de grenades assourdissantes, les unités de CRS ont fait preuve d'une brutalité telle qu'un manifestant, le professeur de physique Vital Michalon, perdit la vie et que le mouvement antinucléaire français fut durablement anéanti.

Pour la manif de Kalkar, la police allemande déploie des moyens considérables, contrôlant mitraillettes au poing des dizaines de milliers de personnes sur les autoroutes, empêchant que des milliers d'autres ne prennent le départ en bus, stoppant des trains en pleine voie à bord d'hélicoptères. Le gouvernement SPD expérimente la guerre civile, tandis que le chancelier Schmidt, faisant ouvertement référence à la propagande contre la RAF, déclare la guerre aux « terroristes de la rue ». 30.000 personnes parviennent malgré tout sur le site. Mais les grappins pourtant bien envoyés se révèlent impuissants face aux blindés. Il s'agit ici de faire la démonstration auprès du mouvement que l'Etat recourra à tous les registres militaires s'il ne parvient pas à anéantir le mouvement autrement. Suite à cette confrontation exacerbée, nombreux sont ceux qui, dans un premier temps, prennent leurs distances, d'autres vont chez les Grünen qui sont en train de se constituer, tandis que d'autres encore s'occupent essentiellement de ceux qui sont la cible de la criminalisation.

Les premiers « autonomes » dans le mouvement antinucléaire.

La période allant de 1977 à 1981 voit émerger les prémices des futurs groupes autonomes. Les K-Gruppen ne cessent de perdre en attrait et en signification politique et sociale, quand ils ne sont pas absorbés dans le parti des verts. L'extrême gauche orthodoxe est refoulée par un nouveau mouvement adogmatique de sympathisants d'extrême gauche. C'est le cas notamment dans l'entourage du cercle de travail contre l'énergie nucléaire de Göttingen ou dans des groupes de quartiers de la BBA de Brême, même si les quelques personnes qui en faisaient partie se désignaient à l'époque comme autonomes. Mais certains groupes d'Hambourg, à commencer par le cercle de travail sur l'écologie politique, emploient déjà le terme « d'autonome ». Dès la fin 1978, les Hambourgeois, soucieux de se démarquer de la politique de pouvoir du Kommunistischer Bund (KB, union communiste), avaient déjà organisé des « structures autonomes » au sein du mouvement antinucléaire local et formulé les bases d'un manifeste autonome : « Il ne suffit pas d'avoir une théorie sociale « juste » et de n'avoir de cesse de dénoncer verbalement tout ce que notre société a de légal. Il faut au contraire permettre à chacun de faire l'expérience de structures de vie autodéterminées. Pour l'instant, de telles structures ne peuvent être pour l'essentiel que des structures de résistance au système politique et économique dominant. C'est seulement en faisant l'expérience qu'il est possible dans le cadre de la résistance de déterminer par eux-mêmes leurs propres agissements afin de se protéger de l'arbitraire et du contrôle de ceux qui détiennent pour l'instant le pouvoir économique et politique, que les hommes peuvent prendre peu à peu conscience de leur force et imposer des changements correspondants à leurs intérêts » (citation extraite de Bilan et perspectives de résistance contre les installations nucléaires, 1978).

Ici apparaît déjà clairement l'importance de la formation du sujet (autonome) dans la lutte contre le système, en conséquence de quoi la politique représentative des partis bourgeois et communistes est récusée comme relevant de la « politique de pouvoir petite-bourgeoise ». Mais la quête d'identité procède encore largement de la distanciation vis-à-vis des K-Gruppen. La conscience de soi, la confiance en la justesse de sa propre action, grandit cependant durant le mouvement. Cela englobe aussi bien la geste militante à l'encontre des flics et des « sbires de la mafias nucléaires », que le dialogue connaissant une progression souvent poussive avec les habitants sur les sites de construction des centrales nucléaires.



C'est le 6 mai 1980, avec la manif contre la cérémonie de recrutement militaire organisée devant le stade du Weser à Brême, que les autonomes connaissent les débuts de leur ascension médiatique. En outre, des assignations politiques comme « autonomes » ou « sympathisants d'extrême gauche » sont pour nous, dans le mouvement à Brême, des mots étrangers. Nous nous appréhendons comme des opposants déterminés au système, un point c'est tout. Il nous tient à cœur que nos formes d'action incluent la militance sans pour autant s'y limiter. C'est ce qui fait la force du mouvement antinucléaire. Beaucoup se perçoivent complètement comme des révolutionnaires, des anarchistes, des socialistes. Mais presque tous récusent l'idée d'un parti avec un programme et un secrétaire. En effet, à la différence des K-Gruppen, il nous importe d'évoluer dans des structures collectives et sociales. Pour être plus précis : en 1980, cela fait déjà longtemps que notre conscience politique au sein du mouvement antinucléaire est loin d'être aussi « autonome » que notre pratique. Ce n'est que peu à peu que le processus de quête d'identité et de nom initié à Hambourg en 1978 s'impose dans d'autres villes.

II. La seconde phase du mouvement : de Gorleben à Brokdorf et retour

Le deuxième cycle du mouvement débute par le trek de Gorleben. Fin mars 1979, plusieurs centaines de paysans se rendent à Hannovre en tracteur pour protester contre la commission de Gorleben. La résistance paysanne se retrouve soudain au



centre du mouvement et est à l'origine de la plus grand manif nucléaire jamais organisée jusque-là. Plus de 100.000 personnes affrétées par des milliers de trains spéciaux et de bus se rendent le 31 mars jusqu'au siège du gouvernement du président CDU de région Albrecht. L'accident du réacteur de Harrisburg le 28 mars, confirmant les pires scénarios de catastrophe, ne fait que renforcer leur motivation. Harrisburg et la côte est américaine frisent alors l'accident nucléaire majeur, la fonte du cœur du réacteur.

Le treck de Gorleben marque un nouveau départ. Kalkar et la marche militaire de l'Etat sont déjà loin. La contestation pacifique se retrouve subitement à l'ordre du jour.



Gorleben constitue l'expression et le point de cristallisation de la frange du mouvement mettant en avant sa non-violence. Elle atteint son point d'orgue avec l'installation d'un village de huttes à Bohrloch 1004 en mai 1980, alors que plus de 2000 opposants au nucléaire proclament la Libre République du Wendland. Le rêve d'un monde sans énergie nucléaire, sans violence ni haine est brutalement anéanti le 4 juin par un énorme déploiement de flics en blindés et bulldozers. Les expériences

accablantes se font ressentir jusque dans la lutte des squatts qui débutera à Berlin six mois plus tard. Le concept de résistance non-violente, dont chacun a pu faire l'expérience au 1004, n'y recueille que les huées.

La décision de l'arrêt du chantier de Brokdorf est levée fin 1980 et le mouvement antinucléaire est déterminé à l'annuler par tous les moyens. A l'époque, les interdictions de manifester n'ont aucun effet. Au contraire, le bras de fer médiatique autour de l'interdiction de manifester qui durera plusieurs semaines, ne fait qu'attiser davantage la colère et mobilise des dizaines de milliers de personnes.

La grande manif de Brokdorf le 28 février 1981 amorce la conscience parmi les autonomes, les squatteurs et les opposants locaux au nucléaire de faire cause commune. On a tiré les leçons des expériences d'interdiction de manifester et des barrages policiers des dernières années. La convergence des résistances rurale et urbaine est perceptible dans la façon de surmonter ces obstacles.



Tous à Brokdorf !

Les flics ayant interdit la manif, il était clair pour tout le monde qu'approcher la grille de chantier n'aurait rien d'aisé. C'est donc résolu et forts d'une imagination débordante que les différents convois firent leur apparition. Pour ne citer que deux exemples : le convoi du sud en provenance de Göttingen et d'Hessen fut stoppé sur l'autoroute bien avant Hambourg. Ne se fiant qu'à leur instinct, des centaines de personnes démontèrent les glissières pour permettre aux voitures et aux bus de rouler sur l'autre voie, contournant ainsi le barrage de police. Nous les Brêmois, nous partîmes sur les coups d'une heure du matin avec près de 10.000 antinucléaires, avant qu'un barrage de police nous contraigne à quitter l'autoroute et à serpenter sur les départementales jusque Hambourg-Harburg où nous pûmes, en l'absence de tout contrôle, reprendre l'autoroute vers le nord. En plus des estafettes de liaison qui nous informaient des prochains barrages policiers, nous avions un émetteur pirate permettant de tenir le convoi long de 10 kilomètres au courant de ce qui se passait. Quelques fausses informations sur notre route furent également diffusées, de sorte que les flics en civils et leurs (faux) itinéraires semèrent la plus grande confusion parmi la direction de l'intervention.

Nous ne sommes pas arrivés à Brokdorf, que bientôt le froid, le vent impitoyable et les très dures interventions policières ont raison de notre équipée. Après une marche de plusieurs kilomètres à travers champs et fossés gelés et alors que la nuit tombe, la plupart d'entre nous sont trop épuisés pour attaquer la grille du chantier. En outre, les flics perturbent notre progression d'innombrables barrages, dont des containers remplis de sable. Une semaine plus tard, le Stern publie une photo sur laquelle des opposants au nucléaire tabassent un flic tombé dans une fosse. Cette photo déclenche une campagne de dénigrement et une criminalisation sans précédent du mouvement antinucléaire. Le combat contre l'Etat et sa machine de répression devient pour les autonomes du mouvement antinucléaire un thème central.



La constitution des premiers comités d'enquête remonte à la manif de Grohnde en 1977, après qu'un nombre considérable de manifestants ait été arrêté par les flics³. Quelques antinucléaires étaient passés dans la clandestinité, d'autres avaient pris de la prison ferme en 1978. Après la manif de Brokdorf, la justice traque les militants antinucléaires à travers tout le pays et lance des premières poursuites dans le cadre du paragraphe 129a⁴. Le procès d'Itzehoe contre Markus Mohr et Michael Duffke, initialement ouvert pour tentative de meurtre, devient le foyer de la campagne anti-criminalisation portée par de nombreux autonomes du nord de l'Allemagne. Ils sont condamnés en première instance à des peines draconiennes de respectivement 6 ans et demi et 3 ans ; elles se voient considérablement réduite en appel.

³ Un Ermittlungsausschuss (comité d'enquête) plus communément appelé EA est une structure permanente apportant son aide dans les procédures judiciaires mettant en cause des militants proches de l'extrême-gauche.

⁴ Le §129a du code pénal traite des inculpations de ressortissants allemands dans le cadre de la législation antiterroriste. Les non allemands relèvent quant à eux du §129b.

Brokdorf en 1981 constitue le point final de la mobilisation de masse militante à l'échelle du pays entre 1977 et 1981.



A Gorleben, les temps changent. Après la violente expulsion du 1004, la question de la violence fait à nouveau l'objet de discussion dans le Wendland. L'initiative citoyenne locale considérait jusqu'alors le simple fait de retourner un panneau de signalisation comme de la violence et prenaient régulièrement ses distances vis-à-vis des « extérieurs violents », ce qui ne manquait pas d'énerver les autonomes. Mais même l'initiative citoyenne ne peut stopper la radicalisation de la résistance. Les paysans du Wendland se révèlent sans cesse plus imaginatifs et radicaux dans leurs actions, ce qui capte, comme si l'on reprenait toujours tout depuis le départ, les franges militantes du mouvement.

Le 4 septembre 1982, une invitation est lancée à venir « danser sur le volcan » devant le site de construction du centre de stockage. Bien que les initiatives citoyennes prennent à nouveau leurs distances des « éléments violents », la division entre « pacifistes » et « militants » perd en netteté. Cela s'explique aussi par le fait que les autonomes se saisissent de ce moment pour faire part aux habitants du Wendland de leurs ressentis, de leurs craintes et de leur détermination, et que sous les cagoules, on ne trouve précisément pas « d'éléments violents » mais des hommes exprimant leur solidarité politique.

Fin octobre, la frange militante et autonome du mouvement appelle à manifester au puits Konrad près de Salzgitter. Le futur centre de stockage de déchets nucléaires est situé dans une région paumée et déserte, ne connaissant jusque-là aucune résistance locale. 10.000 personnes seulement s'y rendent, les autonomes se retrouvent presque entre eux. Malgré quelques altercations violentes avec la police, la manif a les choses en main. Une semaine plus tard, ça pète à la conférence fédérale du mouvement antinucléaire. Sur la question de la violence et du rapport à l'Etat, ce sont deux camps irréconciliables qui se font face. La fracture ouverte est malgré tout évitée de justesse.



Fin 1982, le mouvement se désagrège, beaucoup se retirent, d'autres continuent dans de petits groupes clandestins, abattent les premiers pylônes ou coupe l'alimentation régionale en électricité de sorte que des dizaines de milliers de personnes se retrouvent à la bougie devant une télé éteinte pour les infos du soir. Mais le mouvement a perdu en puissance d'attraction. Les militants et les autonomes ne sont plus comme des poissons dans l'eau, car le courant du mouvement se tarit. Le temps des grandes manif appartient pour un temps au passé ; hormis dans le Wendland, les groupes antinucléaires des villes se défont les uns après les autres. D'autres franges se sont tournées vers de nouveaux foyers de contestation. En région Rhin-Main, la lutte contre le Startbahn-West bat son plein et beaucoup d'anti-nucléaires y prennent part ; le nouveau mouvement pacifiste, en lien avec le 6 mai 1980 et de l'IDEE (Internationale Militär-Elektronik-Messe, foire internationale de l'électronique militaire), capte lui aussi beaucoup d'antinucléaires. Forts de leur expérience en terme organisationnel, de leur force et de leur détermination, ils contribuent là aussi à la polarisation et à la radicalisation.

Le mouvement nucléaire est néanmoins parvenu à beaucoup de choses. Le gouvernement fédéral met un terme en bonne et due forme à son programme nucléaire. La large résistance contre le super réacteur de Kalkar est un clou dans le cercueil des plans de production de plutonium de l'industrie nucléaire. À l'époque, le mouvement n'a pas réellement conscience de ces succès politiques et a plutôt tendance à ne voir que ses défaites devant les grilles de chantier et les coups de la répression.

Malgré quelques contre-exemples comme dans le Wendland, la plupart des autonomes ne considère pas suffisamment le mouvement antinucléaire comme un mouvement social. Ils restent généralement dans la pose du militant, du révolutionnaire rechignant à se confronter d'égal à égal avec les citoyens. Les autonomes ne les ont pas considérés comme un mouvement d'initiatives citoyennes et n'ont que trop rarement recherché le dialogue, préférant rester à l'écart.

C'est ainsi qu'ils ne réalisent pas non plus que des dizaines de milliers de personnes se sont socialisées dans la conscience d'appartenir à la gauche. Ce mouvement constituait la plus grande école politique extra-parlementaire après le mouvement étudiant dans l'histoire de la RFA. Tous n'ont pas par la suite rejoint les verts, loin s'en faut, mais se sont engagés dans d'autres champs politiques.

La résistance autonome antinucléaire dans le Wendland dans les années 80 Souvenirs d'une activiste

Après l'expulsion du village antinucléaire du "Bohrloch 1004" en 1980, quelques personnes du Wendland prirent l'initiative d'organiser une coopération plus poussée avec des groupes autonomes des villes. Au 1004, l'attitude à adopter face à l'expulsion avait donné lieu à des conflits, en particulier avec les antinucléaires venus de l'extérieur, le « groupe des émigrés » (principalement composé d'enseignants de Hambourg résidant le week-end dans la région) et l'initiative citoyenne s'étant imposées avec leur concept de sit-in non-violent. Le jour de l'expulsion, beaucoup n'avaient pas supporté d'assister impuissants à la destruction du village. J'avais participé à la création du centre des femmes de la Rappstrasse à Hambourg et je décidais après une longue absence du Wendland où j'avais grandi, de me consacrer intensivement à l'organisation pour quelques années. Comme je venais du Wendland et que j'avais également contribué au lancement de l'assemblée du Wendland de Hambourg, il m'apparut très facile d'établir un contact direct entre la résistance locale et les antinucléaires militants de l'extérieur. La tendance à considérer les gens de la région comme des non-violents en soi m'apparut dès le départ comme une fiction.

En réaction à la frustration engendrée par le 1004, quelques personnes de la région (issues des femmes de Gorleben, des paysans et des autonomes locaux) préparèrent le festival « Danse sur le volcan » à deux pas du lieu prévu pour le centre de stockage. En guise d'action finale, nous prévoyions d'attaquer les barrages érigés autour du centre de stockage avec des groupes autonomes des villes. 10.000 personnes vinrent au festival et pour la journée d'action, plusieurs centaines d'autonomes et de nombreux habitants de la région livrèrent dans les bois autour du centre de stockage des attaques contre la police. Pendant des heures, les voies d'accès au centre de stockage furent bloquées par des barricades.

Un mouvement fort de communes rurales se développait dans le Wendland depuis le début des années 80. L'expérience de la vie commune au 1004 et le renforcement du mouvement d'extrême gauche dans le Wendland attirait toujours plus de sympathisants de gauche venus des villes. Certains entendaient apporter une culture de gauche à la campagne, d'autres s'essayaient à des formes de vies aussi indépendantes que possible du quotidien capitaliste des grandes villes.

En 1984, l'initiative citoyenne organisa une chaîne humaine circonscrivant la région afin de signifier que les transports de déchets nucléaires ne devaient pas pénétrer dans le Wendland. De nombreux autonomes de la région et des groupes autonomes des villes préférèrent ne pas participer à cette action de nature surtout symbolique. C'est ainsi qu'un comité de résistance locale et autonome vit le jour. Ces derniers prévoyaient de bloquer les routes d'accès au Wendland, le « blocage du Wendland ». Avec le soutien des initiatives citoyennes locales, des camps furent installés aux abords de la route B191 Uelzen-Dannenberg le jour du blocage. Mais ils furent en grande partie expulsés par les flics dès la levée du jour. Cela n'empêcha pas que l'on commence à bloquer les routes au moyen d'arbres et d'autres matériaux.

D'autres concepts de blocage furent développés sur le reste des routes, un blocage de femmes, un blocage de paysans avec leurs tracteurs, un blocage de voitures sur la

route de Lüneburg et un autre avec une pieuvre géante fabriquée par quelques membres d'initiatives citoyennes. Pendant une journée, rien ne circula sur les voies principales d'accès au Wendland. À la différence des actions sur les sites des centrales nucléaires où les grandes manifs et les actions militantes touchaient à leur fin et n'offraient plus que des perspectives réduites au mouvement, une nouvelle forme d'action était apparue dans le Wendland, permettant la participation de nombreuses personnes à différents niveaux. Ce fut aussi la première fois qu'un appel à un « jour X » fut lancé, concernant le Wendland. Ce concept s'imposa rapidement dans la résistance aux multiples facettes, y compris dans d'autres champs politiques, et l'on y a toujours régulièrement recours aujourd'hui.



Il ne faisait aucun doute après les blocages du Wendland que les blocages du trajet du CASTOR avec des arbres et d'autres matériaux représentaient une technique d'attaque efficace. Des promenades du dimanche furent dès lors elles aussi l'occasion de visiter les voies ferroviaires.

Se multipliaient parallèlement des actions militantes en petits groupes : on sciait des rails, on mettait le feu à des matériaux de construction dans des entreprises impliquées dans le business nucléaire. Ces actions donnèrent lieu à des tentatives de criminalisation reposant sur le §129a ayant pour fonction d'effrayer le mouvement et de le diviser. Toutes échouèrent cependant au bout de plusieurs années. Et quand la décision concernant le site de retraitement fut finalement prise, c'est pour Wackersdorf que le lobby nucléaire statua. Il croyait en effet y faire face à moins de résistance. Il avait dû grandement se fourvoyer. Entre 1982 et 1984, le nombre d'attaques militantes contre des entreprises participant à la construction de la décharge de déchets nucléaires fit un bond considérable. C'est ainsi que l'entreprise Heinz Licht participant à la construction de la ligne ferroviaire réservée au CASTOR fut régulièrement l'objet de visites nocturnes, des camions et des engins de constructions y furent incendiés avec des tags comme « avant, avant, une petite lumière brûle ». Peu après, ça tombe sur une entreprise de bitume qui devait livrer 800 tonnes d'asphalte pour le site de Gorleben : il ne lui restait qu'à déplorer des dégâts s'élevant à un million de marks. Dans une interview au magazine konkret, un autonome du Wendland explique le rapport de la résistance militante à l'initiative citoyenne de Lüchow-Dannenberg ainsi que sa distanciation vis-à-vis des



attaques : « On ne peut le lui reprocher. L'initiative citoyenne, enregistrée comme association, ne peut pas appeler à des incendies. Sinon, on aurait vite fait d'en faire une association criminelle en vertu du §129a. Je ne suis pas prêt à me jeter par la fenêtre pour les initiatives citoyennes, mais elles trouvent en tout cas leur légitimité dans l'organisation de la résistance citoyenne. Ceci étant, une résistance citoyenne n'ayant de motif qu'écologique et non politique, ça ne va pas chercher bien loin. L'initiative citoyenne repose sur le serment de respecter le principe de non-violence, ce qui signifie qu'à partir d'un certain degré, l'initiative reste dans les clous du système. »

II. De Wackersdorf à Kleve : la lutte anti-nucléaire continue

Début 1985, le gouvernement fédéral décide, sur pressions amicales de l'industrie nucléaire, de construire une usine de retraitement à Wackersdorf. La contestation et la résistance avaient empêché la mise en œuvre de projets similaires dans le Wendland. Albrecht, alors président CDU de la région, avait affirmé publiquement « qu'il est impossible d'imposer politiquement » un équipement de ce type. Le programme nucléaire, pour le reste, stagne. La centaine de centrales nucléaires initialement programmée est annulée. À cette époque, le surgénérateur de Kalkar est déjà une ruine ayant coûté plusieurs milliards.



Le symbole de Brokdorf, important pour les partisans comme pour les opposants aux centrales nucléaires, est en passe d'être achevé. C'est désormais en Bavière, région réputée politiquement stable, et plus précisément dans l'Oberpfalz, que l'usine de retraitement entend être construite. Dans la foulée de cette décision, des milliers de citoyens manifestent dans la région contre le projet. Si les autonomes sont contre l'usine de retraitement, ce n'est pas seulement à cause de la radioactivité et des dangers afférents. Cet équipement vise à marquer l'achèvement du programme nucléaire et à rendre la RFA indépendante au niveau de la question énergétique. L'usine de retraitement constitue la dernière pierre d'un programme permettant de mettre la main sur la bombe atomique. Les dangers objectifs de l'énergie nucléaire conduisent l'Etat à un réarmement du point de vue des techniques de surveillance, ainsi qu'au développement et au renforcement du contrôle sur tous.

Prêt-à-porter

C'est depuis ce camp d'été que les objets les plus prisés ayant vocation à se masquer le visage tiennent leur dénomination commune, toujours valable aujourd'hui, de « cagoules de la haine » (auparavant, on leur donnait tout profanement les noms de bourguignote ou de masque). C'est aussi cette année-là que leur design fut modifié, le contour des yeux passant du jaune au rouge, ce qui, en combinaison avec le noir du reste, se révélait en tout cas beaucoup plus joli.

Les premiers spasmes autonomes à ce sujet se produisent en lien avec la participation à un camp d'été au mois d'août 1985. Principalement organisé par des opposants locaux aux centrales nucléaires, ce camp est fréquenté par des visiteurs venant majoritairement de l'extérieur. Parmi eux, les autonomes dominent.

À travers la participation à ce camp, donnant lieu à une première occupation du chantier de l'usine, les autonomes constituent un facteur dans la résistance à côté duquel plus personne ne peut passer. De multiples contacts sont établis avec des citoyens de même qu'avec diverses initiatives citoyennes. De là naissent aussi des amitiés et en tout cas un respect réciproque et un intérêt pour des modes de vie différents.

La résistance au centre de retraitement permet par ailleurs aux autonomes de Berlin-ouest de nouer des contacts nouveaux et nombreux avec des autonomes du sud de l'Allemagne. Dans la première moitié des années 80, les forteresses du nord et la région Rhin-Main avaient occupé une place centrale, auxquelles s'ajoutaient tout au plus l'exclave de Fribourg dans le sud de l'Allemagne.

Les premiers arbres sont abattus en décembre 1985. À la fin d'une manifestation ayant réuni 40.000 personnes, plusieurs milliers d'entre elles, en opposition à la résistance affichée des franges conservatrices du spectre anti-usine de retraitement, se rendent sur le chantier et l'occupent. Un détonant mélange de citoyens, de peaceniks, d'autonomes et bien d'autres encore y prend part. La participation d'activistes citoyens issus de la résistance au Startbahn de Francfort est particulièrement géniale : aux gens normaux, ils peuvent raconter tout un tas de choses sur la brutalité des flics, et de manière bien plus crédible que nous, et soulignent combien on peut compter sur les militants. Plus loin, cela contribue fortement à ce que la participation des autonomes soient acceptée dès le départ par de nombreux habitants de la région et que cette sorte d'opposition entre habitants et soutiens extérieurs reste marginale dans la résistance. La question de la violence est



évidemment une autre affaire. Mais elle sera résolue par la suite et ce, bien plus vite que dans le Wendland. Se voient renforcés à travers le développement de la résistance ceux parmi les locaux qui souhaitent un travail commun avec les soutiens extérieurs, y compris avec les militants. Les forces conservatrices ne peuvent quasiment plus se faire entendre.

Le bon flair

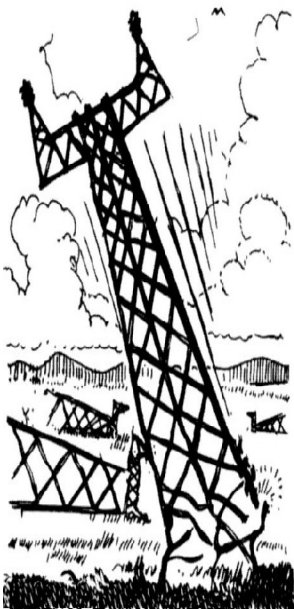
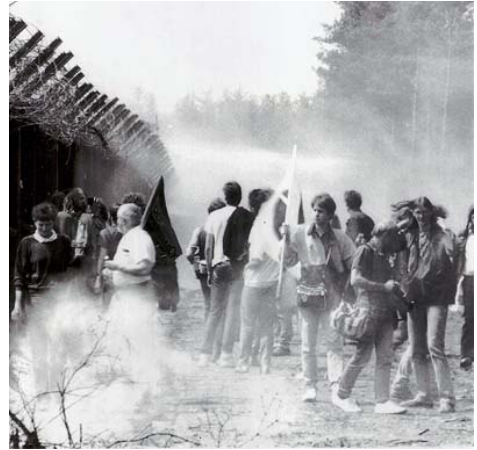
Il était clair pour moi dès l'automne 85 que j'irai quoi qu'il advienne à l'occupation du chantier après le début de l'essartement. Il ne se passait pas grand-chose à Berlin-ouest à ce moment-là ; j'avais souvent été dans le Wendland, de sorte que ce genre de participation n'était pas fondamentalement nouveau pour moi et qu'il ne constituait pas un revirement dans mes activités politiques. Évidemment, je me posais pas mal de questions, à commencer sur la situation sur place, par rapport au fait que la Bavière n'était pas précisément connue pour être une région de résistance et que la CSU, avec son président de région Strauss, avait toujours veillé à préserver un silence de tombeau. C'est ainsi notamment qu'en mars 1981, suite à une des rares manifs militantes organisées dans cette région, les flics envahirent le centre KOMM de Nüremberg, arrêtèrent les 141 personnes présentes qui furent placées en détention provisoire par des juges politiquement tendancieux. La CSU avait bien évidemment couvert cette incarcération de masse.

Les flics mettent fin à la première occupation au bout de deux jours, avec 896 arrestations, un record pour l'époque. La deuxième occupation a lieu peu avant Noël. Elle dure jusqu'au 7 janvier. Un total de 10.000 personnes y participe.



Une grille est érigée autour du chantier ce qui donne lieu, comme pour le Startbahn-west, à des promenades du dimanche. Les flics s'arment massivement, ils sont dotés de nouveaux canons à eau et sont autorisés à utiliser des gaz CS : une première en RFA. Leur violence est complètement non-ciblée : elle touche quiconque se trouve à proximité de la grille, des badauds comme des casseurs autonomes. Erna Sielka et Alois Sonnleiter, citoyens de la région âgés de 63 et 38 ans, meurent au printemps 86 près de la grille du chantier des suites de l'utilisation du gaz de combat CS. Dans le cas d'Erna Sielka, les flics refusent de la transporter à l'hôpital dans l'un de leurs hélicoptères ainsi que l'intervention des infirmiers de la manif pour les premiers secours.

Cette brutalité sans discernement contribue de manière décisive à la radicalisation de la population. 100.000 personnes participent à la marche de Pâques jusque la grille du chantier. La police a recours à 41 canons à eau, qui coupent l'alimentation en eau dans presque toute la région, ainsi qu'à l'ensemble des réserves de CS de Bavière. Un campement est prévu pour la Pentecôte afin de permettre la tenue de discussions et de dégager des perspectives dans la résistance. Principalement préparé par la plénière autonome du sud de l'Allemagne, le programme est des plus exigeant. Mais l'accident nucléaire majeur de Tchernobyl, le 26 avril 1986, le rendra à la corbeille à papier.



Après l'accident nucléaire majeur de Tchernobyl, quelque 150 pylônes de lignes à haute tension furent abattus. De multiples attaques visant l'infrastructure de la mafia atomique occasionnèrent des dommages s'élevant à plusieurs millions de marks. Parallèlement, de nouveaux groupes et initiatives se constituèrent à travers tout le pays affichant leurs préoccupations vis-à-vis des dangers manifestes de l'énergie nucléaire mais aussi concernant l'alimentation et mettant en débat les dernières mesures de la radioactivité. Les opposants à la production d'électricité nucléaire représentaient à cette époque une majorité de la société qui se maintient jusqu'à aujourd'hui. Cependant, la collaboration avec les nouveaux activistes est restée marginale voire inexistante, trop grandes étant les différences politiques. Beaucoup étaient proches du parti des Grünen ou même des socio-démocrates. Le SPD se fendit avec lourdeur d'une prise de position contre l'énergie nucléaire.

À la mi-mai, 15000 personnes se réunissent à Wackersdorf pour le camp de pentecôte et, avec le soutien actif de plusieurs milliers d'autres citoyens de la région, des combats ont lieu du samedi au lundi presque sans interruption au niveau de la grille de chantier. Les flics s'étaient certes vantés haut et fort dans les jours précédents comme quoi la nouvelle et déjà deuxième grille, avec ses étais en acier super costaud, serait indestructible. Soit il s'agissait là d'un mensonge de la propagande, soit ils s'étaient purement et simplement fait rouler par l'entreprise qui avait érigé la grille. Toujours est-il que les étais ne résistèrent pas longtemps à l'emploi ciblé de scies, tandis que de nombreux hommes et femmes de la région furent aperçus transportant des projectiles et lançant eux-mêmes quantité de pierres sur les flics. Tout ce qui avait pris des années dans le Wendland sans jamais être vraiment accepté, se propage dans l'Oberpfalz à une vitesse à couper le souffle. Beaucoup parmi ces personnes dénoncent à ce moment leur loyauté vis-à-vis du pouvoir d'Etat. Cela ne va pas plus loin, mais c'est déjà ça.

Printemps 1986 dans l'Oberpfalz. Impossible d'oublier comment, au deuxième soir des combats près de la grille, nous sommes partis manger du côté de Schwandorf et avons fait halte à bord de notre bus Volkswagen devant un restaurant, nous demandant si ce rade, une auberge bavaroise à mourir d'ennui remplies des convives habituelles, était vraiment pour nous. Tout en nous concertant, nous écoutions la radio. Au moment où le présentateur des infos annonça que 186 fonctionnaires de police avaient été blessés, pour partie grièvement, lors de combats aux allures de guerre civile autour du chantier du site de retraitement prévu à Wackersdorf, tout le monde dans le bar leva les bras au ciel et applaudit à tout rompre comme si un but décisif venait d'être marqué durant un match de foot. Il n'en fallu pas plus pour balayer nos doutes sur ce troquet et nous y passâmes une bonne soirée.



Le lendemain, les flics se firent encore plus apprécier. Alors qu'ils se contentaient de défendre le chantier de l'intérieur et de surveiller que les trous dans la grille ne s'agrandissent pas trop, ils rencontrèrent quelques problèmes au niveau de l'approvisionnement de leurs canons à eau après que la canalisation centrale vers l'intérieur eut été mise à jour et sabotée. La bataille se déplaça partiellement sur la zone circonscrite par la grille, des centaines de personnes pénétrant par des douzaines de trous sur le chantier. C'est alors que des grenades de gaz CS furent larguées sans aucun discernement depuis des hélicoptères, y compris sur des citoyens se tenant loin de la grille, sur des ambulances de la croix-rouge, des stands de bouffe et d'autres équipements d'approvisionnement. Dans le même temps, une unité fut aimablement postée à proximité de sorte que tout le monde put décharger sa rage sur elle. Des vieux en chemisette de corps se jetèrent sur les flics aux côtés d'autonomes masqués. Après avoir abandonné une estafette et une voiture, ceux-ci réussirent quand même un truc qui ressemblait à un repli à moitié ordonné. Suite à quoi les deux véhicules libérèrent encore quelques émissions de fumée causées un embrasement incontrôlé dans l'espace public.



Si la pentecôte 86 est un succès retentissant, c'est aussi parce nul dans le spectre anti-usine de retraitement ne se distancie des énormes émeutes. La campagne de diffamation de la CSU ne connaît aucune limite : on dit après coup aux flics qu'ils auraient dû tirer à balles réelles. Le réarmement intérieur se poursuit, la Bavière introduit les flash-balls et l'image médiatique des autonomes évolue de celle de casseurs inorganisés en une troupe de guerre civile aux rangs serrés et bien équipée. Trois semaines plus tard, le 7 juin 1986, la militance aux abords de la grille se heurte

à Wackersdorf, comme le même jour à Brokdorf, à ses limites. Il nous faut bien reconnaître que si l'Etat ne commet pas la même erreur dans un intervalle de trois semaines, les stratèges de la contre-insurrection ont quant à eux parfaitement appris leurs leçons.

Kleve 1986 : la défaite héroïque

Le 7 juin 1986, peu de temps après la catastrophe de Tchernobyl, un large spectre allant des autonomes jusqu'au syndicat IG Druck (imprimerie, ndt), mobilisait pour une manifestation nationale contre la mise en service de la centrale nucléaire de Brokdorf. Ceci constitua pour les autonomes la dernière ruade de masse contre la centrale nucléaire de l'Unterelbe.



Nous arrivâmes deux jours plus tôt avec plusieurs centaines de voitures, venues de Berlin-ouest jusqu'à Hambourg sans rencontrer la moindre entrave dans la zone de contrôle entre la RFA et la RDA. Nous y retrouvâmes nos amis de la Hafenstrasse avec lesquels nous voulions partir en convoi jusqu'à Brokdorf. La Hafenstrasse nous fournit aussi l'équipement - de grands marteaux, des scies etc... - ; des bateaux pneumatiques, des filins d'acier et des grappins étaient déjà prêts. Il nous revenait de préparer nous-mêmes des cocktails molotov de toutes tailles. C'est dans ce but que nous nous rendîmes spécialement dans le quartier huppé de Blankenese en mini-bus, où nous nous arrêtâmes dans différentes stations essence afin de remplir nos bidons d'essence. A Blankenese, nous cherchâmes une impasse tranquille et mélangeâmes en plein jour dans un mini-bus nos cocktail molotov. Le lendemain matin à 6h, c'est une image impressionnante qui se donnait à voir sur le Heiligengeistfeld. Plus de 1000 véhicules et des douzaines de bus de voyage attendaient le signal du départ. Les Hambourgeois quittèrent les premiers la Hafenstrasse, nous les suivions, 200-300 autonomes de Berlin-ouest. Les Hambourgeois avaient concocté le plan de contourner le trou d'aiguille d'Itzehoe par les petites routes. A notre grande surprise, nous n'y virent aucune bagnole de flic ; c'est seulement à Hohenlockstedt qu'apparurent les premiers hélicoptères BGS. Après qu'un éclaireur à moto nous eut signalé des barrages de flics sur la route de contournement d'Itzehoe, nous décidâmes de faire le tour Itzehoe par le nord, par la route allant de Kleve vers Wilster. Donc on continuait, il était déjà presque 11h et Brokdorf n'était plus qu'à 30 km.

Les routes étaient de plus en plus étroites, ce qui allongea le convoi jusqu'à une longueur de 10 km. Soudain, à un carrefour du tout petit village de Kleve, le premier barrage de flics apparut, plutôt réduit. La tête de la manif constituée des Hambourgeois s'arrêta et demanda à tout le monde de venir vers l'avant « dégager le barrage de flics ». Nous avons à peine fait les 300 mètres qui nous séparaient de l'avant que les premiers revinrent dans notre direction, poursuivis par une garde de matraques. Une bataille inégale se forma en l'espace



de quelques minutes. Nous, armés de cocktail molotow, de pierres et de Katschis contre plusieurs centaines de flics des SEK brusquement surgis de nulle part, semblables à des machines de combat - ne se laissant pas plus impressionner par les tirs de fronde que les pierres et les cocktail molotow -, envoyant des coups de tonfas dans les rangées. Jamais nous n'avions vu un truc pareil. En outre, nos tirs de fronde se révélaient inefficaces, les billes achetées étant beaucoup trop petites. Quelques flics finirent certes par terre, mais au bout de même pas 20 minutes, la tendance était au repli. Ceux qui remontaient de l'arrière



du défilé ne comprenaient absolument pas ce qui leur arrivait. Ils n'étaient pas au courant du barrage de flics et des SEK. Les flics démolirent toutes les vitres des bagnoles situées en tête manif et incendièrent quelques voitures avec les cocktails molotow qui traînaient sur la route. Ce n'est qu'arrivés à la hauteur des bus de la liste Verts-Alternatifs d'Hambourg qu'ils stoppèrent leur progression. Il y eut des négociations sur

un retrait en ordre. 3/4 d'heure plus tard, l'apparition s'était dissipée et le convoi était complètement anéanti. Il ne nous restait plus qu'à rassembler nos caisses démolies et à marquer le retrait vers Hambourg. La grille du chantier de Brokdorf, ce jour-là, nous ne l'avons même pas vue de loin.

Le lendemain, le 8 juin, près de 2000 manifestants se retrouvèrent sur le Heiligengeistfeld à Hambourg pour une manifestation dans le centre-ville contre les incidents de la veille. Les flics s'en prirent aux personnes rassemblées sans la moindre sommation. Ils appliquèrent la technique tristement célèbre de « l'encerclement hambourgeois » : ils retinrent 846 manifestants, les maintinrent encerclés pendant 12 heures avant de les conduire dans les commissariats et dans un gymnase.

Pendant ce temps, les manifestants érigèrent des barricades à l'extérieur du cercle et attaquèrent les flics avec des pierres. Les chauffeurs de taxi organisèrent un convoi de solidarité. Ils furent eux aussi attaqués par les geôliers et certains de leurs véhicules finirent avec de lourds dommages. Le quartier de Sankt-Pauli fut entièrement bouclé, les stations de métro fermées.



Le jeudi, le 12 juin, 50.000 personnes environ manifestèrent dans le centre-ville de Hambourg - à l'appel d'une large union allant des syndicats, en passant par des verts de gauche jusqu'aux autonomes - contre les agressions policières, exigeant l'arrêt immédiat de la centrale de Brokdorf et la démission du sénateur à l'Intérieur Lange. C'est à ce moment que certaines célébrités se sentirent obligées de balancer une bombe à fragmentation prenant la forme d'une « lettre ouverte au mouvement anti-nucléaire ». Cette grossière tentative de division resta sans effet notoire. Mais dans la mesure où Schily, qui allait devenir ministre fédéral de l'intérieur, signa lui aussi le pamphlet, il nous apparaît pour le moins important d'en citer un court passage. Ils commencent par jouer les braves : « Notre contestation justifiée de la violence exercée par la police et de méthodes policières connues jusqu'à présent des seules

dictatures dédaigneuses des droits de l'homme (...) a été privée d'une bonne partie de son effet. Naturellement, nous ne sommes pas à ce point stériles et dépourvus de passion qu'une intervention martiale de la police menée à des fins de provocation nous laisse de marbre. La colère et l'horreur nous animent autant que vous. Et nous comprenons très bien qu'une telle terreur d'Etat suscite la révolte, que l'on veuille se défendre contre les canons à eau, les gaz CS et les brimades. » Mais il s'agit ni plus ni moins de légitimer la distanciation actée. Le mouvement n'aurait de chance de succès que s'il est exempt de la moindre violence. Il convient de ne laisser aux casseurs (les « troupes d'appoint du lobby nucléaire ») « aucune chance lors de prochaines manifestations de détourner aussi massivement nos objectifs que durant ces dernières semaines ». De nombreux groupes antinucléaires, des groupes autonomes et jusqu'à certaines franges des Grünen contestèrent publiquement cette lettre, ce qui fut loin de susciter une résonance médiatique aussi forte que celles des célébrités qui allaient bientôt composer la coalition gouvernementale rouge-verte.

Après les événements de l'été 86, on observe des collusions a priori surprenantes. Pour différentes raisons, des forces conservatrices issues de la résistance et des groupes autonomes colportent le slogan « Quittons la barrière du chantier », tandis que d'autres petits groupes (des initiatives citoyennes, des verts, KB) tentent inlassablement de mobiliser pour les prochaines manifs. Pendant ce temps, les promenades du dimanche continuent. Il s'y passe plus ou moins de choses, selon qu'elles rassemblent plus ou moins de promeneurs.



La frange autonome du mouvement anti-nucléaire mobilise à l'automne dans le cadre d'une campagne d'opposition à l'union des centrales électriques de Siemens, le constructeur de tous les réacteurs nucléaires d'Allemagne de l'ouest. Il s'agit de donner un accent anticapitaliste plus marqué à la résistance anti-nucléaire. Là où il

est le plus perceptible, c'est lors de la manif contre le centre d'enrichissement de plutonium qui a lieu à Hanau en novembre 1986. Quelques sections progressistes des syndicats locaux participent aussi à cette manif exigeant l'arrêt immédiat de l'usine de barres de combustible. Elle constitue l'une des rares manifestations dont l'accroche parvient à faire le lien entre le combat contre le programme nucléaire et la lutte des classes, comme en témoigne une des banderoles de tête : « Mettre à l'arrêt la classe dirigeante ».

Dommages collatéraux

En septembre, un flic trouva pour la première fois la mort en lien avec des manifestations en RFA. Des flics pourchassaient en hélicoptère à basse altitude des manifestants qui se trouvaient sur une voie ferrée perdue, pas loin du chantier de Wackersdorf. Ils étaient à l'évidence tellement absorbés par leur chasse à l'homme qu'ils ne remarquèrent pas qu'un train de marchandises se rapprochait, tous signaux allumés. Le conducteur jugea préférable de sauter et le train percuta l'hélicoptère dont il ne resta pas grand chose des occupants.

Les autonomes s'emploient à étendre et radicaliser la résistance. Si le centre de retraitement est construit dans le Taxöldener Forst, les plans et le matériel nécessaires proviennent de partout et notamment de la région. Il s'agit de relier plus fortement la résistance au quotidien, de thématiser les conditions de travail et les structures économiques. Les points d'attaques doivent être élargis à l'ensemble de l'infrastructure (les entreprises de BTP, les routes d'accès, les tribunaux, les prisons, les médias, l'appareil policier).



Il s'agissait ainsi d'écraser plusieurs mouches d'un seul coup de tapette. Le « Quittons la barrière de chantier » entendait apporter un complément à la confrontation focalisée sur un appareil policier suréquipé et souligner l'impossibilité d'empêcher la construction du centre de retraitement en ne prenant pour cible sa seule barrière. Pour les autonomes, il ne s'agit pas uniquement de lutter contre le centre de retraitement, mais contre l'Etat nucléaire dans son ensemble.

Ce concept se heurte naturellement à ses limites. Si ce n'est plus guère un problème pour les habitants de l'Oberpfalz de caillasser les flics protégeant la barrière, il reste difficile d'expliquer le sens des blocages d'une entreprise de béton installée depuis long-temps dans la région en recourant à des arguments explicitement anticapitalistes. À la manif fédérale d'Hanau en novembre 1986, seuls deux bus viennent de la région. Les journées de blocage à la mi-octobre sont principalement portées par le camp autonome, mais de nombreux locaux se joignent aux rassemblements.

La région connaît durant ces trois jours des tensions dynamiques. Mais nous avons atteint nos limites concernant la médiation de nos contenus et la radicalisation de citoyens autrefois « normaux ». Ils ont certes franchi un pas - et ceux de manière très décidée - contre la construction du centre de retraitement, mais ils ne veulent pas lutter avec nous pour la révolution sociale. Cela ne nous étonne pas plus que cela. Malgré cette défaite cinglante, beaucoup, énormément a été atteint. Des femmes et des hommes vivant dans une contrée ayant jusque-là la mauvaise réputation d'être une région dépourvue de résistance, ont acculé un gouvernement CSU autoritaire d'une crise à la suivante et sans gêne ni scrupules, ont travaillé, ri, bu, bringué mais avant tout, lutté avec des « terroristes de rue » venus d'ailleurs, des « sympathisants de la RAF », avec « une bande de casseurs armés de billes en acier », « payés et formés par Gadhafi ». En mai 1989, on touche à l'issue officielle : le centre de retraitement ne sera pas construit, la résistance l'a emporté.



Terror ante portas

Le lendemain des journées de blocage - 18 autonomes étaient en train de faire leur bagage, prenaient le petit déjeuner ou une douche et voulaient partir rapidement - la porte de notre aimable hôtesse fut enfoncée. Des SEK de Wiesbaden et Göppingen firent irruption dans l'appartement l'arme au poing. Quiconque rechignait à s'allonger sur le sol les mains sur la nuque, s'y voyait aidé par des coups de pieds bien appuyés. Putain de merde ! Est-ce qu'ils avaient appris que c'était nous, hier, à la barricade en feu sur la route nationale, ou alors qu'est-ce que tout cela voulait dire ? Pendant l'heure et demie que nous passâmes allongés par terre, quasi aucune information ne filtra, nous savions seulement qu'il se passait la même chose dans un second appartement dans lequel se trouvaient aussi des camarades berlinois. Quand on nous emmena, les choses se calmèrent considérablement, six personnes se trouvaient dans chacune des fourgonnettes avec seulement deux vieux braves flics bavarois - ce n'était pas précisément ce à quoi le début de l'action nous avait préparé. Nous fûmes très surpris de l'explication qu'ils nous donnèrent pour tout cela : des membres recherchés de la RAF auraient été parmi nous - ha ! ha !

La renonciation officielle a aussi à voir avec les intérêts du capital. Car il est nettement meilleur marché de laisser accomplir le business du retraitement à Sellafield (Grande-Bretagne) et La Hague (France). Ceci l'était d'ailleurs déjà au moment où la décision fut prise de construire un centre de retraitement en RFA. L'accès potentiel à la bombe atomique, argument central de la résistance contre le projet de centre de retraitement, est reporté pour un temps indéterminé.

Pour en savoir plus sur l'histoire de la résistance contre le site de retraitement des déchets nucléaires de Wackersdorf, peut jeter un œil sur la brochure intitulée « Brûlé. Un retraitement de la résistance au site de Wackersdorf entre 1981 et 1988 dans la perspective autonome. » (Abgebrannt. Eine Wiederaufarbeitung des Widerstands gegen die WAA Wackersdorf 1981-1988 aus autonomer Sicht)

Soutien au mouvement antinucléaire en juin 1986

Dans différentes villes de RFA, de nombreux militants se préparaient au trajet jusqu'à Kleve. Ceux qui restaient voulaient essayer de trouver des points d'attaque là où ils vivaient.



Nous à Berlin-ouest, on voulait un peu faire chier la presse dominante et Diepgen, le maire de la ville. C'est ainsi qu'on avait pensé bloquer les livraisons du groupe de presse Springer, juste en mettant le feu à son parc de véhicules.

Un point des préparatifs consistait à acheter des gants. C'est moi qui avait endossé cette mission lourde de responsabilités et je me rendis au Karstadt de Hermannplatz afin d'acheter des gants pas chers en tissus blanc (il n'y avait plus de gants noirs) ainsi que de la teinture noire. De retour chez moi, je m'empressais de teindre les gants. Fini. Ma petite mais non moins importante mission semblait accomplie.

Nous observâmes bien le terrain de l'entreprise au préalable, comptant les véhicules, cherchant les caméras et les gardiens et nous enquérant des horaires de travail des chauffeurs. Les flics avaient fait savoir qu'ils redoubleraient de vigilance et il y avait à proximité du bâtiment Springer un gros comico que nous ne devons pas perdre de vue. Le jour du travail : il pleut. Une bruine des plus fines. Le matériel - un mélange de désherbant et de sucre - est prêt.

Nous aussi, l'ambiance est bonne - mais il pleut à verses. Une fois sur place - la pluie nous mouille jusqu'aux os - nous pouvons préparer les véhicules et allumer. Le retrait est lui aussi sûr et c'est de bonne humeur que nous nous rendons après le travail dans notre rade préféré de l'époque pour siffler une bière.

A la lumière du bar, nous découvrons alors ahuris que nos mains sont toutes bleu foncé - teintée par les gants.

III. Le CASTOR arrive

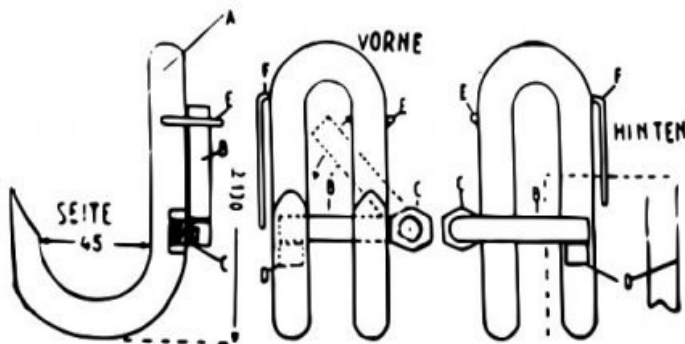
Après une longue pause, le Wendland redevient au milieu des années 90 un terrain d'action intéressant pour les autonomes. Il est en effet question, plus que jamais, qu'il arrive vraiment : le CASTOR. Des années durant il avait hanté le Wendland, et plus récemment, en 1994, un convoi avait été interdit par décision judiciaire. Des années durant des actions contre des convois de déchets nucléaires, contre le projet d'installation pilote de conditionnement (Pilotkonditionierungsanlage, PKA) ou encore contre la répression étatique et les tentatives d'intimidation avaient eu lieu dans le Wendland. En première ligne, ces actions avaient été portées au niveau régional et élaborées avec le soutien de groupes anti-nucléaires des villes, avec du reste une faible participation des groupes autonomes.



Au printemps 1995, les choses concernant le CASTOR deviennent vraiment sérieuses et tous ceux qui pensaient qu'il ne viendrait jamais se voient malheureusement informés de cette mauvaise nouvelle. La résistance autonome trouve à s'exprimer en première ligne à travers des attaques contre le bahn⁵ et l'abattage de pylônes électriques préalablement sciés. Un outil maniable, le crochet, est bientôt dans toutes les bouches, et entre certaines mains. Un tel outil a pour fonction d'agrémenter un caténaire jusqu'à



l'arrivée d'un train. Son récepteur de courant (le « pantographe » pour les techniciens) emporte alors le crochet avec lui, arrachant tous les supports de la caténaire sur son passage. L'alimentation électrique interrompue, le train se retrouve à l'arrêt en pleine voie. Tout est mis en œuvre, de toutes parts, pour appliquer le slogan « stoper le CASTOR avant qu'il ne parte », ce qui naturellement ne réussit pas complètement. Parmi les anciens, beaucoup ne se rendent dans le Wendland que par nostalgie, parce qu'ils y sont souvent allés dans les années 80 et qu'ils y ont vécu bien des bonnes choses. Peu nombreux sont ceux qui imaginent une grande avancée de la lutte antinucléaire. Il s'agit surtout pour eux de rafraîchir de vieilles connaissances et amitiés, tout en ayant un œil sur ce qui pourrait se mettre encore en branle autour de ce symbole du mouvement antinucléaire.



Ça vient ! Et le premier transport par CASTOR tape l'Etat au portemonnaie à raison de 55 millions de marks (environ 28 millions d'euros) pour le seul dispositif policier. La somme est énorme, mais le coût politique correspondant reste largement sous-évalué. Le mot d'ordre venant du Wendland évolue pour laisser entendre que tout

nouveau convoi sera encore plus coûteux financièrement et politiquement. Les attaques visant des équipements du bahn se multiplient après le premier convoi : le nombre de crochets trouvant leur chemin sur les caténaires dépasse largement la centaine et quelques-uns des engins incendiaires prennent feu. La résistance désigne le bahn comme la principale cible de ses actions, y compris de type militant⁶. Sans la collaboration de l'entreprise ferroviaire, les transports CASTOR ne se ferait pas comme ça. En outre, elle est attaquable sur tout le territoire fédéral. La mire mise sur elle donne pas mal de fil à retordre au bahn où des réflexions sont amorcées à cette période quant à l'opportunité de cesser sa participation au transport.

⁵ Die Bahn : société allemande de transport ferroviaire, équivalent de la SNCF

⁶Pour faire bref car la notion de « militanz » que l'on pourrait traduire par le néologisme de « militance » fait l'objet d'une discussion théorique nourrie depuis de nombreuses années, désigne le recours à des actions directes déterminées.



Une des actions les plus spectaculaires consista en une attaque de diversion menée par plusieurs dizaines d'activistes contre le centre provisoire de stockage de Gorleben. Sous le couvert de cette action, d'autres essayaient à Dannenberg d'abattre la grue de transbordement à l'arc à soudeur⁷. Si les images filmées par les caméras de surveillance de la grue étaient certes

visionnables sur les moniteurs du centre de stockage, le chaos occasionné devait permettre de gagner du temps. Ce n'est que de peu que l'action échoua.

Au fil des ans, une structure unique en son genre pour la RFA s'est mise en place dans le Wendland. Au milieu des années 90, les nombreux activistes qui avaient quitté les villes pour s'y installer vivent depuis suffisamment longtemps dans la région pour être acceptés comme des compagnons de lutte de confiance et corrects par les agriculteurs et autres habitants plus anciens. Ceci n'est pas sans rapport avec le fait que l'ambiance vis-à-vis des autonomes qui font le déplacement se révèle nettement plus ouverte que dans les années 80. Les militants de la région comme ceux de l'extérieur sont acceptés comme ceux qui certes foutent le bordel, mais dont la parole est fiable. En outre, nombreux sont les habitants de la région à considérer qu'un peu de violence contre les rails et les routes n'est plus vraiment grave. Bien sûr, il se trouve encore des non-violents dogmatiques. Cependant, nos rapports sont plutôt pragmatiques. On essaie, dans les différentes formes d'action, de ne pas s'entraver mutuellement. La « communauté d'entraide paysanne » constitue un important facteur du lien unissant initiatives citoyennes et militants. Celle-ci accepte les formes d'actions radicales tant que la violence reste matérielle. Quand ils enchâssent leurs tracteurs les uns dans les autres, les paysans ne voient aucun problème à ce que l'on s'abrite des regards derrière leur blocage pour creuser sous la route⁸. Des accords concrets existent, ils mettent volontiers du matériel à disposition et n'hésitent pas à s'adresser aux autonomes quand il s'agit d'occuper les flics à un endroit donné et de détourner leur attention pour leur permettre de faire une action un peu plus loin. Sur ce point, ils savent bien sûr parfaitement ce que les autonomes entendent par « occuper les flics ».



Le groupe « X-tausend-mal-quer » agit d'une toute autre manière, en s'organisant indépendamment des initiatives citoyennes tout en menant des actions du même genre, comme des sit-in, ce qui est perçu comme une concurrence éloignée des initiatives. À quoi s'ajoutent des structures quasi-hiérarchiques, le porte-parole du groupe étant inamovible, et une manière d'imposer des endroits

⁷ La voie ferrée s'arrêtant avant le centre de stockage, les containers de type CASTOR sont transférés du train sur des camions à l'aide d'une grue, avant d'être acheminés par camions jusqu'à leur direction finale

⁸ Une action de ce type avait eu lieu en 1997, avec pour but de fragiliser la route et ainsi de la rendre impraticable pour les camions transportant les CASTOR

médiatiquement efficaces comme unique terrain d'action de « X-tausend-mal-quer ». Conséquence : beaucoup tiennent leurs distances vis-à-vis du groupe. De très nombreux extérieurs, dont un certain nombre d'autonomes, font le voyage en mai 1996 pour le deuxième « Jour X ». De violents affrontements avec la police ont lieu à proximité de la grue de transbordement et le train ne progresse qu'à la vitesse d'un escargot. En direct sur leur émetteur, les flics troublés par l'intensité de la résistance échangent leurs points de vue quant à l'opportunité d'opérer un retrait du convoi vers la grue de transbordement. Finalement, ils décident de faire passer le convoi, mais plus de six heures sont nécessaires pour parcourir les 20 kilomètres jusqu'au centre provisoire de stockage. 20000 flics au total participent à l'intervention, portant le coût du transport à 110 millions de marks (environ 56 millions d'euros).



Ainsi, le Wendland et les transports par CASTOR sont définitivement devenus un point de cristallisation des autonomes. À cette époque, il n'existe quasiment aucune autre mobilisation où des milliers d'autonomes se retrouvent avec beaucoup d'autres personnes, en font énormément baver à l'appareil d'Etat et le mettent à l'épreuve. On peut également compter sur le soutien militant de nombreux petits groupes, le bahn déplorant une multitude de retards liés à des crochets. D'autres actions de sabotage causent des dégâts matériels s'élevant à plusieurs millions et des dégâts politiques d'une ampleur indéterminée. L'intensité de la résistance touche l'Etat alors qu'il n'y est absolument pas préparé. Même dans les années 90, le système ne voit guère d'un bon œil que des dizaines de milliers de citoyens tout ce qu'il y a de plus normaux scandent : « Si vous ne prêtez pas garde à nos vies, nous ne respecterons pas vos lois », que la loyauté soit rompue ne serait-ce que ponctuellement, que des militants extérieurs se voient offrir des possibilités d'hébergement et une protection au sein de la masse des manifestants et que toutes les tentatives étatiques de division échouent. Les flics qui ne font guère preuve de retenue, en sont largement responsables. Pour ne mentionner qu'un de leurs faits d'arme parmi les plus dégueulasses : des brutes de keufs démolissent le pare-brise du tracteur d'Adi Lemke, un homme handicapé moteur de 70 ans, avant de le mettre à terre pour le tabasser devant des caméras. Le ministre régional de l'Intérieur de l'époque, Manfred Kanther, un criminel aujourd'hui poursuivi en justice, parle alors de « guerre à Gorleben » et désigne tous ceux qui s'y trouvaient comme des « racailles peu ragoûtantes ».



Le troisième transport en mai 1997 est précédé de nombreuses attaques contre le bahn, pour partie coordonnées au niveau fédéral. Sur place dans le Wendland, quelques 15000 extérieurs participent aux actions de résistance qui s'étalent sur cinq jours. Le concept autonome qui s'était jusque-là concentré sur la route menant de la grue de transbordement de Dannenberg jusqu'au centre de stockage de Gorleben, est étendu à une

partie de l'axe ferroviaire Lüneburg-Dannenberg, c'est-à-dire au-delà du canton. Plus de six heures sont nécessaires au train CASTOR pour parcourir les derniers cinquante kilomètres. Quelques activistes parviennent à s'enchaîner aux voies avec des blocs en béton. 30000 flics sont déployés sur tout le territoire, dont 18000 rien que dans le Wendland.



Malgré tout, on réussit, abrités derrière un blocage de tracteurs à Splietau, à creuser sous la route et à saboter ainsi un des deux trajets envisagés pour le convoi. Suite à quoi les flics occupent le « trajet nord » empêchant aussi bien les petits groupes que la militance de masse d'aller sur la route. Le groupe d'action non-violente X-tausend-mal-quer s'est assuré les places offrant la plus grande efficacité médiatique, à proximité de la grue de transbordement, où des représentants des Verts expriment pour la dernière fois avant leur entrée au gouvernement leur soi-disant solidarité avec la résistance. Alors que les unités de BGS présentes sur place ne parviennent que très lentement à disperser le sit-in, elles reçoivent le renfort des cognes de Berlin qui chassent les bloqueurs pacifistes de la route à coups de matraques, de poings et de pieds. Pour cette journée du convoi, les autonomes n'ont pas grand-chose à mettre à leur actif. La nuit précédente, une dernière tentative militante au cours de laquelle plusieurs centaines de personnes avaient tenté de se rendre sur le trajet nord, s'était soldée par un échec. Le jour du convoi, la forêt bordant la voie ferrée est certes libre de toute présence policière, mais seule une poignée de personnes sont sur place. Une tentative, sans espoir, de gagner la route par les champs est lancée à partir du camp de Gusborn ; la première attaque qui tombe complètement à plat est aussi la dernière.

La nuit à Gusborn

Mobilisation conspirative à près de 300 personnes, autant que cela est possible. Notre « mission » : attaquer les flics massivement présents sur le trajet nord. Objectif : se rendre sur la seule route encore possible pour le convoi, creuser sous cette route, et permettre à d'autres qui voudraient profiter du désordre causé à ce moment-là du côté des flics d'en faire autant. Il est prévu, une fois la route atteinte, de rameuter autant de monde que possible du camp de Gusborn. Ensemble, nous allons y arriver, du moins nous l'espérons.

Des hélicoptères volent au-dessus de nous à basse altitude, tous projecteurs allumés, alors que nous traversons la forêt. Quant à savoir si c'est parce que notre départ n'est pas passé complètement inaperçu ou s'il ne s'agit que d'un contrôle de routine... Les conditions sur place sont les pires que l'on puisse imaginer. Au bout de notre chemin : un camion lanceur d'eau. Nous traçons par la forêt en contrebas, nettement plus clairsemée à cet endroit. À l'évidence, les flics nous attendent et au lieu de rester sur la route comme j'avais pu l'imaginer, ils n'hésitent pas à entrer dans la forêt. Ils ont les phares de leur lance à eau et de leurs fourgons dans le dos. Tournant les yeux dans cette direction, je suis incapable de distinguer qui se tient vraiment en face de moi. L'action s'achève en un désastre absolu, beaucoup se font tabasser et sont blessés. Les arrestations sont heureusement limitées.

Pourtant, les actions qui se déroulèrent dans le cadre du Jour X furent globalement considérées comme un succès, ce n'est pas sans raison que le train CASTOR suivant ne roula jusque Gorleben que quatre ans plus tard. Les coûts policiers furent identiques à ceux du transport de 1996, il n'y eut pas de division dans la résistance, mais au contraire une forte mobilisation.

Le quatrième transport en mars 2001 a lieu sous gouvernement rouge-vert : une première. Il s'agit à tout le moins de savoir si les tentatives de division opérées par les Verts et leur blabla sur la sortie du nucléaire ont un effet. Manqué, et de loin, les Verts sont devenus absolument insignifiants pour la mobilisation. Beaucoup viennent de loin et l'action s'est presque complètement déplacée de la rue vers les rails. La plupart considère la résistance contre ce convoi comme plus efficace que jamais. Des personnes issues du spectre des non-violents se sont enchaînées aux rails à l'aide de blocs de béton et contraignent pour la première fois les CASTOR à faire demi-tour. Il est retardé de plus d'un jour par rapport aux horaires des flics. Suite à quoi c'est toute l'organisation des interventions qui déraile, et ce n'est pas sans difficultés que les flics restent maîtres de la situation. Presque partout on peut aller sur les rails, sans que n'échappe généralement la question subsidiaire : que faire maintenant et surtout avec quoi ? Pousser un peu le balast sur le côté, c'est bien, mais ça ne nous avance pas de beaucoup. Seuls quelques-uns disposent de l'outil approprié. L'ambiance est malgré tout des meilleures et tous se disent au revoir en se promettant de se revoir pour le transport suivant.





Malgré une grosse campagne de mobilisation et des succès que l'on ne saurait sous-estimer, c'est un pur mouvement antinucléaire qui remue là-bas. Que des centrales nucléaires soient en fonctionnement n'émeut plus grand monde et l'on n'arrive pas davantage à intervenir par des grandes manifestations notamment, dans les remontrances du gouvernement rouge-vert quant à une sortie du nucléaire, ni à faire monter une pression sociale. Au fil des ans, les activistes permanents se sont

épuisés dans une kyrielle d'activités, pourtant l'on n'arrive à mobiliser vraiment les « masses » que dans le Wendland, alors qu'elles étaient fortement réduites au premier transport vers Ahaus en 1998. C'est peut-être la tradition de résistance unique du Wendland et caractérisée par une forte participation de la population qui l'explique, donnant aux voyageurs le sentiment de ne pas toujours être une minorité totale. Mais pour le transport de novembre 2001, même cela semble appartenir au passé, au moins en ce qui concerne la gauche radicale. Leur participation aux actions contre ce transport laisse fortement à désirer, ce qu'une implication surdimensionnée dans des activités antimilitaristes ne sauraient expliquer, car on ne peut pas dire que ce soit l'euphorie de ce côté-là non plus. De même pour le transport de novembre 2002, pour lequel relativement peu d'autonomes (comparé à 1997) font le déplacement. Pourtant, il est à nouveau nécessaire de recourir à 16000 flics et le coût du transport s'élève à quelques 28 millions d'euros. De nombreux militants de la gauche radicale restent chez eux, n'étant prêts à venir dans le Wendland qu'à condition que la résistance soit aussi importante qu'en 1997. Mais cela ne tient pas qu'à elle. Si l'on façonne pour le moment les petits pains plus petits que d'habitude dans le Wendland, la volonté de résistance sur place reste intacte.

Les autonomes accompagnèrent le dernier transport d'une manif « bris de vitrine » à Hambourg notamment. Un bon moyen de contourner la masse de flics présents dans la région tout en agissant effectivement...

